



Faisons battre en retraite

le gouvernement et le MEDEF

Ateliers SNCF Quatre-Mares

Le gouvernement répète « on vit plus longtemps donc on doit travailler plus longtemps. ». Mais c'est quand on travaille moins longtemps qu'on vit plus longtemps ! La durée de vie en bonne santé n'est pas la même quand on travaille dur que quand on est ministre ou PDG. Et bien souvent les patrons licencient déjà avant le seuil actuel de 62 ans, condamnant les seniors à des boulots précaires sous-payés, des allocations chômage ou des pensions de retraite insuffisantes pour vivre dignement. Leur projet est simple : nous faire bosser à mort ou finir dans la misère !

Face à cette offensive, il faut une riposte générale de l'ensemble des salariés et des jeunes à qui on n'offre que cet avenir.

Bosser plus longtemps pour le patronat : c'est non

C'est Macron qui nous condamne à deux ans ferme : deux ans de plus à la chaîne, dans les ateliers, dans les bureaux et dans les transports tous les matins, ... Mais cette réforme est taillée sur mesure pour le grand patronat. Comme celle de l'assurance chômage qui a réduit la durée d'indemnisation.

D'un côté, sabrer les budgets sociaux de l'État sert à alimenter les subventions massives aux grandes entreprises. De l'autre, ces réformes vont précariser les salariés : jeter les jeunes et les vieux au chômage en leur coupant les vivres, c'est maintenir les salaires sous pression alors que l'inflation continue et que les grèves pour des augmentations se multiplient en ce moment. Car le report de l'âge de départ à 64 ans poussera une partie des salariés âgés à s'user la santé au travail pendant que des jeunes cherchent du boulot. D'autres seniors devront rester au chômage pendant des années avant de pouvoir prendre leur retraite, ou subir une décote qui amputera leur pension. Notamment les femmes, qui sont lésées par des carrières partielles.

L'ensemble des salariés est contre cette réforme- Les ministres cherchent à la justifier en parlant de déficit des caisses de retraite. Mais si on cherche de l'argent pour financer les retraites, il suffit d'augmenter les salaires... ou d'aller prendre dans les 80 milliards d'euros de profits donnés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 l'année dernière !

Qui veut bosser 43 ans et jusqu'à 64 ans minimum, alors que l'espérance de vie moyenne en bonne santé est à 65 ans ? Personne !

Tous ensemble pour les faire reculer !

Macron et le MEDEF nous ont déclaré la guerre. Ils veulent prendre leur revanche après avoir échoué à faire passer leur précédente réforme sur la retraite à points. À nous de les faire battre en retraite, comme à l'hiver 2019.

Salaires gelés, conditions de travail qui se dégradent, retraite à 64 ans : tous les salariés subissent l'offensive du patronat et du gouvernement à son service. Face à elle, il faut utiliser nos armes de travailleurs : les manifestations et les grèves, organisées à la base sur nos lieux de travail. Salariés syndiqués ou non syndiqués, de tous les secteurs, organisons-nous avec des assemblées générales de grévistes, des piquets de grève, en élisant des comités de grève et tissant des liens avec d'autres pour construire des coordinations de travailleuses et de travailleurs en lutte. Pour décider nous-mêmes de nos revendications et de notre mouvement. Pour que la grève appartienne aux grévistes !

Les directions syndicales appellent à la grève interprofessionnelle le jeudi 19 janvier. Mieux vaut tard que jamais... Il faudra être massivement en grève et en manifestation ce jour-là. Nous appelons également à la manifestation nationale du samedi 21 janvier pour le retrait du projet. Manifestation initiée par les organisations de jeunesse, dont le NPA-Jeunes et soutenue par plusieurs organisations politiques.

Ce n'est qu'un début, car ce ne sont pas une journée de grève et une journée de manifestation qui feront reculer le patronat et son gouvernement. Ni seulement quelques journées éparses. Dès maintenant, il faut discuter des suites de la mobilisation, et notamment de la nécessité de construire une grève qui se généralise à tous les secteurs du public et du privé. Le combat s'engage, et il va falloir compter sur nos propres forces pour gagner. Le gouvernement est déterminé ? Nous aussi !

MANIFESTATION jeudi 19 à ROUEN : départ 10h
Cours Clémenceau, jonction à la gare de Sotteville
avec les salariés de l'HP du Rouvray vers 9h30.

Profits records de la SNCF en 2022 : de l'argent, il y en a !

La direction a attendu la toute dernière semaine de l'année, bien après la fin des NAO sur les salaires et après la suspension de la grève des contrôleurs, pour annoncer un profit exceptionnel de 2,2 milliards d'euros pour 2022. Si ces bénéfices existent, c'est avant tout grâce au travail de l'ensemble des cheminots et des cheminotes, malgré le sous-effectif permanent et le manque de moyens. Face à une inflation qui continue de s'envoler, aux efforts imposés au nom de la sobriété énergétique et aux conditions de travail et de vie qui se dégradent, si record il y a, c'est avant tout celui de l'indécence !

Retraites : comme en 2019, renouons avec la grève reconductible et avec les victoires !

Le patron de la SNCF affirme craindre une "vive réaction" des cheminots face au projet de réforme des retraites. S'il est inquiet à ce point, c'est qu'il sait qu'il y a trois ans les cheminots étaient le fer de lance de la grève contre la réforme des retraites. Car oui en 2019, Covid ou pas Covid, sans la grève reconductible, nous n'aurions pas fait reculer Macron et son projet de loi pour engraisser le patronat.

Transports franciliens : Castex brasse du vent

« Je veux dire aux millions d'usagers mes regrets, mes excuses de cette situation et surtout, ma profonde volonté d'améliorer les choses. » Jean Castex, devenu PDG de la RATP, a fait son mea culpa lors de la conférence d'Île-de-France mobilités (IDFM) organisée vendredi 13 janvier. Il a reconnu les nombreux problèmes auxquels est confronté l'opérateur, dus aux difficultés de recrutement, à la hausse de l'absentéisme, à l'explosion du nombre de démissions et à l'insuffisance de la maintenance. Diagnostic bien connu, et depuis longtemps, lié à la faiblesse des rémunérations et à la détérioration des conditions de travail. Sa solution : une campagne massive de recrutement. Y'a plus qu'à... Et il espère un « retour à la normale pour le 1er avril 2023 ». On savait bien que c'était une blague !

Virés de Pôle emploi pour faire baisser le (chiffre du) chômage

Plus de 58 000 personnes ont été radiées des inscrits à Pôle emploi en novembre 2022. Un chiffre jamais atteint depuis que les statistiques du chômage existent. Sur un mois, la hausse est de 19%, soit 9 400 radiés supplémentaires par rapport à octobre, selon les chiffres mensuels communiqués par la Dares, l'institut statistique du ministère du Travail. Radier une personne, c'est la priver d'allocations chômage parce qu'elle n'aurait pas respecté une obligation administrative. La démarche n'est pas anodine et pourtant, depuis des mois, le gouvernement multiplie les radiations sous le moindre prétexte afin de faire baisser artificiellement le chiffre du chômage.



Réunion publique
20h Jeudi 2 Février
MJC Saint-Sever Salle Europa

Contre les attaques du
gouvernement ,



 [NPAaggloRouen](https://www.facebook.com/NPAaggloRouen/) / NPAROUE.COMMUNIQUE@GMAIL.COM

PRENDRE CONTACT :

NPA – 40 rue des Murs St Yon 76100 ROUEN
nparouen.communique@gmail.com
www.facebook.com/NPAaggloRouen
www.instagram.com/npa_rouen_agglo